

Afrique  
Presse  
Education démocratie

L'INDÉPENDANT

« Si tu meurs »

La sentinelle indéfectible  
Critiques acerbes contre le pouvoir  
La démocratie dans les actes  
Lutte contre l'injustice  
Une commission d'enquête

Le Burkina Faso est-il en train de voir sa vitrine démocratique se fissurer ? Au pays des « hommes intègres », un journaliste a payé de sa vie d'avoir tout tenté pour que la démocratie dépasse le cadre du simple discours. Norbert Zongo, directeur du journal *L'Indépendant*, fut assassiné en décembre 1998. *L'Indépendant* était le seul journal d'investigation au Burkina, symbole même de la liberté de critique et de commentaire. Le seul à oser mettre en avant les failles du pouvoir, sans être lié à aucun parti. Cet assassinat illustre tous les dysfonctionnements de l'Etat auxquels Norbert Zongo s'attaquait depuis toujours : les privilèges familiaux au sein du pouvoir, le rôle de l'armée, la soumission de la justice, l'impunité dont jouissent les "grands" de ce pays. « *Que signifie la liberté de la presse lorsque les journalistes peuvent écrire tout ce qu'ils veulent mais sans que leurs écrits n'affectent en aucune façon le comportement des uns et des autres ?* » écrivait ce dernier.

« Si tu meurs »

*"Mon fils, je suis venue te dire une chose : de nombreuses personnes sont venues me dire que tu écris encore des choses sur le président. Elles m'ont dit que ta vie est en danger, parce que le président qui est au pouvoir ne se contentera pas de t'emprisonner comme l'autre avant, mais celui-là va te tuer. Si ce qu'on dit est vrai, je viens te supplier de ne plus écrire. Si tu meurs..."*

*La suite de cette conversation que j'ai eue avec ma mère, je ne l'écrirai jamais dans un journal. Une mère vient immédiatement après l'Etre suprême. A la mienne, analphabète, je dois mon goût du travail, c'est-à-dire tout.*

*Je n'ai fait qu'écouter, écouter et écouter.*

*Des nuits blanches, des nuits agitées, ballotté entre deux idées : suspendre la parution de L'Indépendant... continuer. Je n'ai pas répondu ouvertement à cette interrogation. J'ai fini par oublier d'instinct la question. J'ai pris la décision de poursuivre sans réellement me dire, m'avouer : il faut continuer ! Comme les marins le disent : "C'est l'appel du Large". "*

(Editorial, *L'Indépendant* 2 juin 1994)

Effectivement, Norbert Zongo, journaliste burkinabè, éditeur du journal d'opinion *L'Indépendant*, a continué... Il a continué jusqu'à la mort.

Le 13 décembre 1998, quelque quatre années après avoir rédigé l'éditorial ci-dessus, Norbert Zongo était retrouvé carbonisé dans son véhicule, à une centaine de kilomètres de la capitale Ouagadougou. A côté de lui, gisaient les restes calcinés des trois personnes qui l'accompagnaient ce jour-là.

Dès l'annonce de cette mort tragique, la population burkinabè a réagi en montrant sa consternation puis sa colère. Le 16 décembre, une foule de plus de vingt mille personnes est descendue spontanément dans la rue pour suivre le cortège funèbre de celui qui, depuis plus de six ans, symbolisait la liberté d'expression dans ce pays d'Afrique sahélienne. Rapidement, des associations de la société civile - mouvements de défense des droits de l'homme, syndicats, structures regroupant les journalistes... - se sont organisées pour mener une grande mobilisation populaire afin de réclamer que lumière soit faite sur cet assassinat et qu'un terme soit mis à la logique de l'impunité qui règne, depuis des années, face au chapelet d'assassinats politiques qui jalonnent l'histoire du Burkina Faso .

Manifestations, grèves, marches se sont succédé à Ouagadougou et dans les villes de province, poussant des milliers de personnes dans la rue. L'ampleur de la réaction, si elle reflète une insatisfaction populaire

profonde, doit aussi beaucoup à ce que représentaient *L'Indépendant* et son éditeur dans l'esprit des Burkinabès, appelés dans la langue du pays les "hommes intègres".

### **L'Indépendant, la sentinelle indéfectible**

C'est le 3 juin 1993 que voit le jour, au Burkina Faso, le premier numéro de *L'Indépendant*, hebdomadaire d'information générale dont la devise proclame "la liberté d'informer, le droit de penser". Dans ce pays africain francophone, démuné et semi-désertique, sur lequel plane toujours l'ombre de la révolution de Thomas Sankara, l'heure est alors au processus de démocratisation. Le régime du Président Blaise Compaoré, enfant chéri des bailleurs de fonds, s'ouvre au pluralisme médiatique. Parmi les multiples publications qui apparaissent alors, *L'Indépendant* se distingue d'emblée par sa volonté d'aller jusqu'au bout des choses à dire, de n'épargner personne, et par sa farouche détermination d'intégrité. "*L'indépendance véritable se paie, et très cher*, proclame le texte d'ouverture. *Nous mettrons le prix qu'il faut, mais L'Indépendant restera indépendant ou ne sera pas.*" Car dans un pays "où un simple billet de banque absout les crimes les plus odieux pour cause de misère", le fondateur de ce nouveau titre "fait le serment à ses lecteurs de ne jamais se laisser acheter avec la même devise qui permet d'acquérir la banane ou les arachides."<sup>1</sup>

L'homme qui se dresse derrière cette douzaine de pages imprimées présente effectivement un profil peu commun. Norbert Zongo, alias Henri Sebgo, est né en 1949, à Koudougou, petite ville située à une centaine de kilomètres de Ouagadougou. Instituteur de formation, il s'est très tôt senti attiré par l'écriture et le journalisme. En 1979, sa vocation s'imposant, il quitte l'enseignement pour entrer à l'Institut Supérieur de Presse de l'Entente à Lomé, au Togo. Expulsé en 1981 pour ses prises de position politiques, il persiste dans sa passion et rejoint l'Ecole Supérieure de Journalisme de Yaoundé au Cameroun en 1984. De retour au pays, il collabore à la presse d'État, au quotidien *Sidwaya* et à l'hebdomadaire *Carrefour Africain*, où il se fait remarquer par sa grande liberté de ton.

A la faveur de la libéralisation du paysage médiatique, il s'implique dans des journaux privés, l'organe satirique *Le Journal du Jeudi*, puis *La Clef*. Jugé trop critique par le régime du Président Blaise Compaoré, il reçoit l'ordre d'aller travailler à la radio de Banfora, à plus de 400 kilomètres de la capitale. Rebelle à l'injonction, il abandonne la fonction publique et crée son propre journal, *L'Indépendant*. Dans un paysage médiatique où les radios se préoccupent plus de divertissement que d'information, et où les journaux privés consacrent davantage leur espace aux annonces, publi-reportages et couvertures (rémunérées) de séminaires qu'au journalisme d'investigation, ce titre offre d'emblée une nouvelle perspective.

### **Critiques acerbes contre le pouvoir**

Rien n'échappe à l'oeil vigilant de *L'Indépendant* : aucune violation des principes ou de l'esprit de la démocratie, aucune atteinte aux droits de l'homme, aucune forme d'injustice, surtout si elle touche les plus démunis.

Il s'en prend violemment aux dictateurs. "*Dans plusieurs pays de notre continent, des responsables rudent avec les lois et la constitution pour régner à vie. Ils pillent et trompent leur peuple (...). Dans de nombreux pays à travers le continent, des chefs d'Etat refusent toute alternance, bâtissent des pouvoirs autocratiques et monarchiques.*" Et le journal de dénoncer ce qui n'est qu'"une autocratie, un culte du pouvoir sans partage et la férocité qu'on met à le conserver. *Quand un chef d'Etat peut tuer sans sourciller ses adversaires politiques ou tous ceux qui refusent la gèneuxion, il n'a aucun scrupule pour vider les caisses de l'Etat, à piller les richesses du pays pour bâtir sa propre fortune.*"<sup>2</sup>

Il s'attaque au pouvoir de l'argent, à cette fascination de l'enrichissement à tout prix : "*Le crédit qu'il faut accorder à un régime politique est inversement proportionnel au degré d'asservissement de ses dirigeants vis-à-vis de l'argent*", constate-t-il. Il dénonce la cupidité des proches du pouvoir et l'attitude de ces nouveaux riches du système. "*Chaque fois que l'argent surgit dans un esprit en jachère, c'est-à-dire qui ne s'appuyait sur rien de véritablement solide pour exister (religion, idéologie), ses atroces chaînes se referment, faisant du nouveau riche un éternel esclave.(...) Le nouvel esclave ne croit et ne jure que par l'argent.*"<sup>3</sup>

Plusieurs fois, le journal a annoncé l'avènement de "*la ploutocratie, qui se fonde sur la misère du plus grand nombre.*" "*Dans un pays de plus en plus pauvre comme le Burkina, il suffit et il suffira d'avoir de l'argent pour faire taire tout le monde, pour avoir tous les Burkinabès dans sa poche.*" Il est vrai que, progressivement, le régime de Blaise Compaoré a glissé vers la prédation et la corruption. Le président et sa

<sup>1</sup> L'Indépendant n°00, 3 juin 1993

<sup>2</sup> L'Indépendant n°193, 22 avril 1997.

<sup>3</sup>L'Indépendant n°31, 8 mars 1994.

famille présentent des signes extérieurs de richesse de plus en plus ostentatoires : ainsi, la construction d'une grande propriété dans le village natal du Chef de l'Etat fait grincer bien des dents. Le peuple, démuné, s'irrite également de l'arrogance des hommes et femmes d'affaires proches du pouvoir (dont la belle-mère du petit frère du président) qui construisent leur fortune sur l'obtention de monopoles commerciaux dans certains secteurs stratégiques. Le pouvoir connaît aussi les dérives de népotisme familiales aux dictatures : "*La montée aux affaires et à la politique des membres de la famille au pouvoir doit donner l'alerte que des transformations maléfiques s'opèrent au sein du régime.*"<sup>4</sup>, avertit l'hebdomadaire.

Face à un mécontentement populaire croissant, **L'Indépendant** pressent que cette ploutocratie "*sera obligée de s'appuyer sur la violence pour exister.*"<sup>5</sup> "*Le Président Compaoré sait aujourd'hui qu'il écrase son peuple et qu'il y aura des réactions. (...) Comment fera-t-il pour commander et obtenir le "moutonnement" de son peuple ? (...) Une seule solution s'impose à lui : emprisonner, tuer, faire disparaître... Il n'y a pas d'autre alternative.*"<sup>6</sup> Cette violence de l'Etat, le journal ne cesse de la constater, de la dénoncer, de l'expliquer : "*Plus un chef d'Etat africain reste longtemps au pouvoir, plus il commet des bêtises et des crimes, plus il se crée des ennemis en tuant pour "se protéger", et plus il ne peut plus s'arrêter de tuer. (...) La situation actuelle de notre pays se résume donc ainsi : la plupart des Burkinabès ont démissionné devant leurs responsabilités car ils ont peur de mourir. Malheureusement, on tue aussi ; on tue toujours dans les pays où les chefs ont peur de mourir.*"<sup>7</sup>

Début 1997, le régime de Blaise Compaoré fait modifier la Constitution afin d'autoriser la réélection illimitée du Président du Faso dont les mandats (de sept ans) étaient jusqu'alors restreints à deux. A nouveau, **L'Indépendant** dénonce cette preuve manifeste de refus de l'alternance : "*Plus un régime viole les lois et la Constitution, plus il se voit contraint à rester au pouvoir. Il se salit et se compromet de telle sorte qu'il ne peut plus ou qu'il a peur de quitter le pouvoir. Et comme, pour rester, il faut continuer à violer les lois et à commettre des crimes, on a vite fait d'être happé dans le cercle vicieux de la peur et du crime.*"<sup>8</sup>

Des crimes qui resteront évidemment impunis... Parmi les dénonciations permanentes et scrupuleuses des dérives du pouvoir en place, **L'Indépendant** s'attaque particulièrement à un point sensible : l'absence de justice. "*Depuis 1983, le Burkina est entré dans le cycle infernal de la violence : exécutions sommaires, tortures, assassinats, emprisonnements sans jugement... Puis l'environnement de la terreur a happé tout autour de lui.*"<sup>9</sup>

Inlassablement, le journal répète : "*Il est grand temps que nous nous arrêtons, que nous jetions un coup d'oeil derrière nous pour évaluer les tombes qui jonchent notre parcours. (...) 1998 est l'année de tous les dangers, comme l'a dit un confrère. Nous devons avoir le courage de revenir sur notre grand drame, celui qui risque d'entraîner notre pays dans le chaos : le non-respect de la vie humaine ou le recours à la mort pour résoudre les problèmes de la vie politique surtout.*"<sup>10</sup>

Effectivement, 1998 a été fatale à Norbert Zongo. Partisan d'un journalisme d'investigation, il avait plusieurs fois dévoilé des affaires gênantes pour le pouvoir et son entourage. Au début de l'année, il s'était emparé d'un dossier particulièrement délicat, l'affaire "David Ouédraogo". Cet employé de François Compaoré, petit frère du Président et conseiller de ce dernier, a été torturé pendant plus d'un mois, jusqu'à ce que mort s'ensuive, par des membres de la garde présidentielle suite à une accusation de vol d'argent. **L'Indépendant** entame un long combat pour que cette affaire ne soit pas enterrée : il dénonce ces "*assassins de l'ombre que des hommes et des femmes, responsables au plus haut niveau de la société, arment pour tuer, au mépris de la vie.*"<sup>11</sup>

Les enquêtes dans le cadre de cette affaire amènent Norbert Zongo à incriminer des proches du Président (des éléments de la garde présidentielle, François Compaoré qui refuse de se présenter à la justice). L'affaire illustre tous les dysfonctionnements de l'Etat auxquels Norbert Zongo s'attaquait depuis toujours : les privilèges familiaux au sein du pouvoir, le rôle de l'armée, la soumission de la justice, l'impunité dont jouissent les quelques "grands" de ce pays. Son enquête dérange et, très vite, Norbert Zongo est menacé de mort. Il est également contacté par des hommes et femmes d'affaires puissants (Oumarou Kanazoé, Alizéta Ouédraogo - qui est aussi la mère de l'épouse de François Compaoré - et Frank Alain

---

<sup>4</sup> L'Indépendant n°182, 4 février 1997.

<sup>5</sup> L'Indépendant n°82, 28 février 1995.

<sup>6</sup> L'Indépendant n°183, 11 février 1997.

<sup>7</sup> L'Indépendant n°270, 3 novembre 1998.

<sup>8</sup> L'Indépendant n°233, 17 février 1998.

<sup>9</sup> L'Indépendant n°166, 15 octobre 1996.

<sup>10</sup> L'Indépendant n°237, 17 mars 1998.

<sup>11</sup> L'Indépendant n°237, 17 mars 1998.

Kaboré) qui tentent de faire pression sur lui pour abandonner cette enquête<sup>12</sup>. Mais ces tentatives ne parviendront à entamer ni la détermination ni l'intégrité de Norbert Zongo.

Dans l'édition du 8 décembre 1998, quelques jours avant sa mort, il écrivait encore: "*Supposons aujourd'hui que **L'Indépendant** arrête définitivement de paraître pour une raison ou pour une autre (la mort de son directeur, son emprisonnement, l'interdiction définitive de paraître, etc.), nous demeurons convaincus que le problème David restera posé et que, tôt ou tard, il faudra le résoudre.*"<sup>13</sup> Le 13 décembre, Norbert Zongo est retrouvé mort, dans son véhicule incendié, criblé d'impacts de balles.

## La démocratie dans les actes

Ce que l'éditeur de **L'Indépendant** a payé de sa vie, c'est son attachement aux valeurs de la démocratie et aux libertés fondamentales de l'être humain qu'il n'a cessé de défendre face aux dérives d'un régime autoritaire. Même si "*au Burkina, nous ne parlons pas de dirigeants dictateurs, parce que tout simplement nous avons à faire à des gens qui hurlent leur démocratie à la face du monde.*"<sup>14</sup>

"*N'envions pas l'esclavage de tous ces invertébrés moraux, prisonniers du mensonge, du vol et du crime, avec leurs chaînes de matériel, leurs boulets de luxe, clame le journal. C'est en les enviant que nous nous perdons. (...) La liberté n'a pas de prix. Ne bradons jamais la nôtre.*"<sup>15</sup>

Cette liberté, il revient à chaque Burkinabè d'en faire bon usage afin de contribuer à l'implantation et la consolidation de la démocratie. Car "*il n'y aura pas de salut pour nous tant que nous n'aurons pas reconnu et fait admettre à tous que nul n'est au-dessus de la loi, que la vie humaine est sacrée et que nul n'a le droit de régner à vie sur un peuple.*"<sup>16</sup>

Selon le journal, seule la démocratie peut conduire au développement du pays. "*C'est le niveau de démocratie qui détermine le niveau de développement.*" Et à ceux qui clament que le Burkina n'est pas prêt pour la démocratie, il répond : "*A-t-on besoin d'appartenir à un pays nanti et développé pour comprendre qu'un responsable politique ne peut pas et n'a pas le droit d'hypothéquer l'avenir de tout un peuple par son comportement ? (...) Avons-nous besoin d'être dans une société de haute technologie et d'un très haut niveau de vie pour comprendre que nous resterons toujours un pays arriéré, un peuple de mendiants, de minables, si nous continuons à suivre cette voie où les lois sont faites pour être bafouées, où elles sont taillées selon le bon vouloir du pouvoir ?*"<sup>17</sup>

Toutefois, il faut se méfier de l'usage que le pouvoir peut faire de la "démocratie". "*La démocratie est une chose tellement merveilleuse que mêmes les dictateurs africains luttent et tuent pour l'instaurer et la conserver. Pour les Africains, le message est clair. Il y a une bataille à livrer collectivement et individuellement : la bataille pour une véritable démocratie dans nos pays. Si nous ne le faisons pas maintenant et de façon pacifique, des dictateurs nous imposeront tôt ou tard la leur, par le fer et le feu. (...) Au Burkina Faso, (...) comme dans tous les pays africains francophones où le chef de l'Etat est un officier supérieur putschiste reconverti à la démocratie, la situation est encore plus grave. La bataille est encore plus difficile...*"<sup>18</sup>

Dans la lutte pour l'instauration d'un régime démocratique, respectueux des droits et libertés, **L'Indépendant** veille à responsabiliser chaque citoyen burkinabè. "*L'esclave ne s'affranchit pas en se disant libre. Il conquiert la liberté en gérant son destin.*"<sup>19</sup> "*La bataille pour plus de Justice et de Liberté nous incombe à nous, nous seuls. Personne ne nous débarrassera de nos présidents à vie en dehors de nous-mêmes.*"<sup>20</sup> Chacun doit donc trouver en lui-même la force de se battre. "*Il peut paraître idiot de rester intègre, propre, dans une société où les plus sales sont les plus vus, les plus écoutés et les mieux adulés. (...) Pourtant, c'est en pareille circonstance que l'on peut relever la tête, refuser d'être l'autre pour ne rester que soi-même et éprouver cette satisfaction interne, intense, que l'on nomme Liberté.*"<sup>21</sup>

Le journal lance un appel particulier aux intellectuels du pays, "*cette masse d'hommes et de femmes dont le capital de savoir leur permet non seulement de mieux comprendre le contexte économique et*

---

<sup>12</sup> Voir le Rapport de la Commission d'Enquête Indépendante publié le 7 mai 1999 à Ouagadougou.

<sup>13</sup> L'Indépendant n°..., 8 décembre 1998.

<sup>14</sup> L'Indépendant n°273, 1er décembre 1998.

<sup>15</sup> L'Indépendant n°43, 24 mai 1994.

<sup>16</sup> L'Indépendant n°239, 31 mars 1998.

<sup>17</sup> L'Indépendant n°113, 3 octobre 1995

<sup>18</sup> L'Indépendant n°233, 17 février 1998.

<sup>19</sup> L'Indépendant n°173, 3 décembre 1996.

<sup>20</sup> L'Indépendant n°239, 31 mars 1998.

<sup>21</sup> L'Indépendant n°15, 9 novembre.

politique actuel mais aussi d'aider l'ensemble de la société à s'orienter dans cette ténébreuse situation." Or, **L'Indépendant** constate que "l'intellectuel burkinabè renonce - lâchement ( ?!) - à jouer un rôle quelconque dans la dynamique de l'histoire de son peuple", et ce pour deux raisons : "la paresse intellectuelle et la peur qu'inspire le pouvoir", à quoi s'ajoute la volonté de "constituer une espèce de "caisse d'épargne" politique dont les intérêts sont des nominations à des postes politiques fictifs."<sup>22</sup>

Et **L'Indépendant** de conclure : "Ils sont nombreux les intellectuels burkinabès qui ont noyé leur conscience pour répondre à l'appel du mensonge, du vol, de la politique de contre développement (...) Ouvriers du régime, ils embellissent les mensonges les plus absurdes, récompensent les violations les plus flagrantes des lois et de la Constitution et applaudissent tous les vols et les détournements commis au détriment des plus pauvres ; des pauvres qui constituent plus de 90 % de notre population."<sup>23</sup>

Le journal lance aussi un appel pressant aux journalistes afin qu'ils jouent le rôle qui leur revient dans l'implantation de la démocratie. Car "entre la démocratie et l'Etat d'exception, il n'y a qu'un rempart : la Presse.." "Si la presse devait être soustraite de l'échafaudage démocratique, tout le système croulerait."<sup>24</sup>

A nouveau, c'est le peuple tout entier qui doit se sentir responsable de sa presse. Car "Il n'y aura jamais de presse indépendante sans un public désireux de l'aider à faire changer les choses." Car, en effet, "qu'est-ce qu'une presse responsable si son public ne lui reconnaît aucune responsabilité ; pire, si son public lui-même ne veut assumer aucune responsabilité ?"<sup>25</sup> "Que signifie la liberté de la presse lorsque les journalistes peuvent écrire tout ce qu'ils veulent mais sans que leurs écrits n'affectent en aucune façon le comportement des uns et des autres ?"<sup>26</sup> "La liberté de la presse aura peu d'influence positive sur le processus démocratique sans une réelle participation de l'opinion publique."<sup>27</sup>

## Lutte contre l'injustice

En définitive, ce que prône **L'Indépendant**, c'est l'engagement de chacun. Il faut mettre fin à l'ignorance feinte et à la résignation. "Quand une pierre tombe du ciel, chacun se protège la tête" alors que "la raison commande que l'on ne se couvre pas bêtement la tête, mais que l'on lève les yeux au ciel pour essayer de voir d'où vient la pierre, si elle est seule et pourquoi elle tombe ici et pas ailleurs... Mais nous avons préféré nous couvrir la tête de nos deux mains." Solution précaire et d'autant plus provisoire que "dans les éboulements, il ne sert à rien de garder les mains sur la tête. Tout se brisera."<sup>28</sup>

L'hebdomadaire de Norbert Zongo enjoint donc les Burkinabès à changer d'attitude. "Nous devons comprendre et accepter qu'aucune bataille ne saurait se gagner les yeux fermés."<sup>29</sup> Il faut également cesser de croire que le malheur n'arrive qu'aux autres. "Dans l'histoire des hommes et de l'humanité, tous ceux qui ont absous l'injustice parce qu'elle s'appliquait à autrui, l'ont toujours chèrement payé : tous ceux qui sont restés indifférents devant la violence gratuite parce qu'elle ne frappait que le voisin, ont toujours été victimes de cette même violence ; tous ceux qui ont béni le crime et la torture, parce qu'ils pensaient en être épargnés, ont souvent payé de leur vie la soif de sang des bourreaux."<sup>30</sup>

Le premier devoir de mobilisation du peuple réside donc dans la lutte contre l'injustice. "Il y a comme un progrès de l'humanité chaque fois qu'une lutte contre l'injustice et la dictature triomphe quelque part."<sup>31</sup> Or, "Ce qui est tragique au Burkina, c'est que l'injustice n'émeut plus personne. A peine si on en parle quand nous n'en sommes pas victimes nous-mêmes." Quant aux palais de justice, ils "sont en passe de devenir des "maisons d'affaires" où le devoir de dire le droit est devenu le droit du juge de se conformer à l'élan de perdition de sa société orchestrée par le pouvoir en place."<sup>32</sup>

Norbert Zongo lançait donc inlassablement des appels pressants à ses concitoyens : "Souvenons-nous que le peuple est en chacun de nous. Nous en sommes tous et chacun en est un microcosme. Le développement du Burkina dépend de la volonté, de la détermination et de la capacité de chacun de nous de

<sup>22</sup> L'Indépendant n°30, 22 février 1994.

<sup>23</sup> L'Indépendant n°159, 27 août 1996.

<sup>24</sup> L'Indépendant n°5, 31 août 1993.

<sup>25</sup> L'Indépendant n°22, 28 décembre 1993.

<sup>26</sup> L'Indépendant n°186, 4 mars 1997.

<sup>27</sup> L'Indépendant n°3, 17 août 1993.

<sup>28</sup> L'Indépendant n°66, 25 octobre 1994.

<sup>29</sup> L'Indépendant n°76, 10 janvier 1995.

<sup>30</sup> L'Indépendant n°94, 23 mai 1995.

<sup>31</sup> L'Indépendant n°273, 1er décembre 1998.

<sup>32</sup> L'Indépendant n°213, 23 septembre 1997.

*forger son propre destin.*"<sup>33</sup> *"Il ne se passera rien sans nous. Nous avons donc le devoir moral d'agir, de participer, où que nous soyons. Nous avons de nombreux cadres d'actions : les syndicats, les partis politiques, les confessions religieuses, les associations... Nous devons sentir le poids de la responsabilité, la nôtre en nous souvenant de cette évidence : nous n'aurons jamais un autre Burkina pour nous y réfugier."*<sup>34</sup>

Il semblerait que ses lecteurs l'aient entendu... Aussitôt après l'assassinat de Norbert Zongo, les manifestations se sont multipliées, exigeant que la lumière soit faite sur les circonstances de cette mort tragique. On savait que Norbert Zongo était populaire, que son journal atteignait le plus fort tirage du pays - 20.000 exemplaires par semaine dans un pays à 90 % analphabète-, que les multiples conférences, organisées sur l'ensemble du territoire national, dans des villes parfois reculées, lui avaient attiré l'estime et la reconnaissance d'une multitude de sympathisants. Toutefois, personne n'imaginait que son assassinat puisse conduire le pays au bord de l'éclatement.

En descendant dans les rues massivement, en défilant au son des slogans proclamant "Plus jamais ça!" et "Trop, c'est trop!", des dizaines de milliers de Burkinabès ont démontré depuis décembre qu'ils n'ont pas lu superficiellement les écrits de Norbert Zongo. Cette pression populaire a contraint le régime de Blaise Compaoré, pourtant réélu triomphalement en novembre 1998 au cours d'élections auxquelles les principaux partis d'opposition ont refusé de prendre part, à accepter le principe de la mise sur pied d'une Commission d'Enquête Indépendante.

### **Une commission d'enquête**

Composée de représentants des pouvoirs publics, de la société civile et du secrétaire général de Reporters sans frontières, la C.E.I. a travaillé durant quatre mois, bénéficiant de moyens importants et d'une grande latitude dans les auditions. Son rapport, déposé le 7 mai 1999, émet des conclusions claires : Norbert Zongo a été assassiné le 13 décembre 1998 *"pour des motifs purement politiques parce qu'il pratiquait un journalisme engagé d'investigation."* Les mobiles du meurtre doivent être cherchés *"du côté des enquêtes menées depuis des années par le journaliste et notamment sur ses récentes investigations concernant la mort de David Ouédraogo."* La recherche des auteurs du crime a conduit à l'identification de *"sérieux suspects"* qui sont six membres du Régiment de Sécurité Présidentielle<sup>35</sup>. En vertu de quoi, la C.E.I. recommande qu'*"une suite judiciaire soit donnée aux résultats de l'enquête et que des moyens matériels et financiers suffisants soient alloués au magistrat chargé de ce dossier"* ; mais aussi *"que l'ensemble des dossiers de disparitions et d'assassinats toujours sans explication soient ouverts et définitivement réglés."* La balle est à présent dans le camp du pouvoir. Comme le soulignait Norbert Zongo dans un de ses derniers éditoriaux, *"Il y a toujours un immense espoir de sauver le genre humain chaque fois qu'il y a unanimité dans la réprobation de la barbarie et de la dictature des hommes et de leur régime politique."*

---

<sup>33</sup> L'Indépendant n° 97, 13 juin 1995.

<sup>34</sup> L'Indépendant n°214, 30 septembre 1997.

<sup>35</sup> Voir le Rapport de la Commission d'Enquête Indépendante, publié à Ouagadougou le 7 mai 1999.